Le gouvernement du Venezuela expulse un représentant de Human Rights Watch

21-09-2008

Jeudi, le gouvernement vénézuélien de ce pays a expulsé le directeur pour l'Amérique latine de l'organisation Human Rights Watch, Jose Miguel Vivanco. Cela s'est produit après la présentation d'un rapport sur la démocratie au Venezuela.

Le communiqué d'expulsion signale que les déclarations de Vivanco ont agressé les institutions de la démocratie et et ses sont ingérées dans des affaires internes. De plus, il indique que la décision a été prise "sur la base des valeurs constitutionnelles de défense de la souveraineté nationale et de la dignité du peuple vénézuélien". Vivanco a présenté ce même jeudi à Caracas un rapport avec le titre : "Une décennie de Chavez. Intolérance politique et opportunités perdues pour le progrès des Droits de l'Homme au Venezuela".Le rapport assure qu'après une décennie de gouvernement de Hugo Chavez au Venezuela, il y a eu un "affaiblissement systématique et délibéré des institutions démocratiques". Quant à lui, le ministre du Pouvoir Populaire pour la Communication et l'Information, Andres Izarra, a caractérisé le rapport de "tordu" (sesgado) et mal intentionné. Il a lié l'organisation au Département d'État étasunien.Izarra a rappelé que Human Rights Watch a appelé à ce que l'Organisation des États Américains intervienne au Venezuela deux mois avant la tentative de coup d'Etat à Chavez en avril 2002.Le ministre a aussi signalé que l'organisation n'a pas condamnée la déstabilisation institutionnelle qu'a signifié cette tentative et qu'au contraire, elle a demandé un procesus de transition, selon ses propres mots.De plus, il est rappelé que l'organisation s'était opposée en 2003 à la Loi de Responsabilité Sociale en Radio et Télévision.

Agence PÚLSAR, 19 septembre 2008.

http://agenciapulsar.org/nota.php?id=13691Traduit par http://amerikenlutte.free.fr